

Session plénière 3

Résultats de recherche: Les dynamiques de consommation alimentaires en Afrique de l'Ouest

Les hausses spectaculaires des prix des denrées alimentaires sur le marché international en 2007/2008 se sont répercutées de manière brutale sur les marchés alimentaires de l'Afrique de l'Ouest¹ avec une flambée des prix des denrées de grande consommation importées comme produites localement, quoique dans une moindre mesure pour ces dernières. Ce phénomène a été le prétexte de cette étude initiée et menée conjointement par ReSAKSS WA et MSU en 2010. Elle avait pour objet d'analyser les dynamiques de la consommation alimentaire dans les pays de l'Afrique de l'Ouest² dans un contexte de mondialisation et de répondre concrètement aux interrogations suivantes: (i) Comment, à l'échelle de la sous région, le profil de consommation a-t-il changé au cours de ces 25 dernières années? La récente crise alimentaire a-t-elle fondamentalement affecté les tendances? (ii) Est-il possible de rendre disponibles ces éléments aux décideurs, à partir de la revue des enquêtes sur la consommation des ménages et des bilans alimentaires?

Aperçu sur le profil alimentaire de la région

La consommation alimentaire des pays sahéliers est basée principalement sur les céréales avec une contribution calorifique de 60% en moyenne. Elle est plus diversifiée en Côte d'Ivoire et au Togo avec respectivement une contribution moyenne de 31% et 46% pour les céréales et de 32% et 27% pour les racines et tubercules. Le régime alimentaire en termes de consommation en macronutriments (glucides, protéines et lipides) est déséquilibré pour l'ensemble des pays. La part des protéines dans la consommation alimentaire oscille entre 7% au Niger et 10.4% au Sénégal alors qu'elle doit se situer entre 10 et 15% selon la norme. Celle des lipides varie entre 5.7 au Niger et 26.4% au Sénégal pour une norme comprise entre 30 et 35%. Pour les glucides, pour une norme comprise entre 50 et 55%, sa part dans la consommation varie entre 63.2% au Sénégal et 87.4% au Niger. Pour atteindre ce niveau de consommation, les ménages consacrent plus de

¹ La plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest se sont distingués par une dépendance accrue du marché mondial pour l'approvisionnement de leurs populations en denrées alimentaires, d'où leur vulnérabilité face à des crises de ce genre.

² La première phase de l'étude qui fait l'objet de cette synthèse a concerné : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Un régime alimentaire déséquilibré caractérisé par une surconsommation de glucides dans tous les pays

50% de leur budget à l'alimentation dans les pays de la sous-région à l'exception du Mali (43%) et de la Côte d'Ivoire (38.5%).

Dynamique de la consommation des produits de base

Amélioration globale du niveau de la consommation céréalière dans la sous-région

Le niveau de consommation des produits de base s'est amélioré dans la sous région au cours de ces vingt dernières années. Entre les périodes 1995-1999 et 2005-2008, la consommation céréalière par tête a progressé de 4% au Togo, 8% au Niger, 11.6% au Burkina Faso, 18.6% au Mali, 20% au Sénégal et 32.8% au Bénin. Cette hausse est imputable à l'augmentation de la consommation du riz, du maïs et du blé. Cela veut dire que l'augmentation de la consommation alimentaire s'est faite au profit de céréales échangeables et pour lesquelles l'Afrique de l'Ouest est en général très déficitaire et compte sur les importations du marché mondial.

Hausse de la consommation par tête du riz et du maïs et du blé au détriment du mil et du sorgho

Entre le début des années 1990 et la fin des années 2000, la demande de riz par habitant a doublé au Burkina Faso, au Mali et au Niger et a progressé de 80% au Togo. En Côte d'Ivoire, elle a évolué de 23% entre la fin des années 1990 et celle des années 2000. Au Sénégal, malgré la hausse de la demande du riz en milieu rural, elle a cependant baissé de 5.5% au niveau national du fait de la baisse de la consommation en milieu urbain. Pour le Burkina Faso et le Mali, la progression de la demande du riz par habitant est tirée par une augmentation plus importante de la consommation en milieu rural tandis qu'en Côte d'Ivoire, c'est le milieu urbain qui a entraîné l'augmentation de la demande. Il convient de souligner que l'augmentation de la consommation du riz s'est faite à partir des importations massives. Le taux de dépendance aux importations a augmenté dans tous les pays. Au cours de ces dernières années, à l'exception du Mali où il était de 24%, il oscillait entre 65% au Togo et 94% au Sénégal.

La consommation du maïs connaît une évolution similaire avec une augmentation de la demande par tête de 13% au Togo, 24% au Bénin, 68% au Mali entre les périodes 1990-1994 et 2005-2008, 52% au Burkina Faso et 79³% au Sénégal entre les périodes 1995-1999 et 2005-2008. En Côte d'Ivoire, elle est restée quasi constante. Au Burkina Faso et au Mali, l'augmentation de la demande de maïs par habitant est plus entraînée par le milieu urbain.

La hausse de la consommation du riz est plus tirée par le milieu rural tandis que celle du maïs est plus imputable au milieu urbain

La hausse de la demande du riz et du maïs s'est faite au détriment du mil/sorgho, dont la consommation a baissé dans une fourchette comprise entre 2.1% au Burkina Faso et 37% au Sénégal. Toutefois, la consommation du mil/sorgho est restée quasi constante au Mali et a augmenté de 12.5% au Niger. L'évolution des dépenses consacrées à l'achat du mil/sorgho révèle une baisse plus importante de sa demande en milieu rural au Mali et au Sénégal, tandis qu'au Burkina Faso, la diminution de la demande est imputable à celle du milieu urbain.

A l'exception du Bénin et du Niger, la consommation des produits dérivés du blé a augmenté dans les pays de la sous-région. Cette hausse oscille entre 51% au Burkina Faso et 125% au Togo entre les périodes 1990-1994 et 2005-2008. En Côte d'Ivoire, elle a augmenté légèrement de 8% entre la fin des années 1990 et celle des années 2000. Cette modification des habitudes alimentaires en

³ Si dans les autres pays, la hausse de la consommation du maïs a été favorisée par l'augmentation de la production, au Sénégal, elle est plutôt induite par une augmentation des importations sur le marché international.

faveur du blé serait le fait de l'urbanisation et du mode de consommation des urbains qui associent le pain à certains plats.

Pour ce qui est des racines et tubercules, les disponibilités par tête ont augmenté au Bénin et en Côte d'Ivoire. Toutefois, au Togo on assiste à une substitution des racines et tubercules par les céréales. Dans les pays sahéliens, une tendance à la hausse de la consommation des racines est constatée aussi. Cela résulte des efforts de diversification de la production dans ces pays pour la réduction des risques d'insécurité alimentaire.

Du fait de la faible variation des prix relatifs, la hausse de la demande du riz et du maïs et la baisse de celle du mil et du sorgho sont confirmées par la hausse des dépenses relatives du riz, du maïs, et leur baisse pour le mil/sorgho.

En termes d'évolution des parts dans les dépenses alimentaires des différents produits, nous constatons une diminution des dépenses relatives du mil/sorgho au Mali (-24.6% entre 1989 et 2006) et au Sénégal (-44.6% entre 1994 et 2002) tandis qu'on observe une hausse au Burkina Faso (+16.0% entre 1994 et 2003). La part des dépenses en maïs connaît une progression au Burkina Faso et au Mali avec une hausse respective de 21.8% et de 19%, tandis qu'elle baisse légèrement en Côte d'Ivoire (-5.8% entre 2002 et 2008). Pour ce qui est du riz, l'étude a montré une forte progression de sa part dans les dépenses alimentaires au Mali (+61.3%), une légère hausse en Côte d'Ivoire (+7.3%), une légère baisse au Sénégal (-4.4%) et une stagnation au Burkina Faso avec cependant une hausse en milieu urbain. La part des racines et tubercules a presque doublé en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2008 (en passant de 8.7% à 14.3%), et a progressé de 55% au Mali (en passant de 1.2 à 2%) et de 16% en Sénégal (en passant de 1.8% à 2.3%). Ces résultats confirment bien l'évolution réelle de la consommation de ces différents produits. Une telle coïncidence est due à la faible variation des prix relatifs.

Dynamique de la consommation des produits animaux

La hausse des importations de poisson congelé à faible prix, a favorisé l'augmentation de la consommation du poisson au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire malgré la baisse de la production dans ces pays. Les importations nettes par tête ont été multipliées par 4 au Bénin entre 1999 et 2008, par 8 au Burkina Faso entre 1994 et 2008 et par deux en Côte d'Ivoire entre 1996 et 2008. La hausse continue du prix de la viande et du poisson local a entraîné certainement un report de la demande des ménages vers les poissons congelés importés dont les prix sont à la portée des ménages. L'amenuisement des ressources halieutiques au Mali et au Sénégal⁴ (les deux plus grands producteurs de poisson de la sous-région) a induit une baisse de la consommation du poisson dans ces pays. Au Togo, une tendance similaire sur la consommation est observée du fait de la forte baisse des importations et de l'insuffisance de la production.

Au Sénégal, la baisse de la consommation de poisson est compensée probablement par une hausse de celle de la viande. En effet, entre 1994 et 2002, les dépenses en viande ont évolué de 131% tandis que l'inflation a été de 83% pour la même période. La consommation de viande semble diminuer au Mali et en Côte d'Ivoire ; l'inflation ayant été supérieure à l'augmentation des dépenses par tête dans ces pays. Soulignons la hausse des importations extra régionales de la viande de volaille au Bénin et au Togo et de la viande/abats de bœuf en Côte d'Ivoire et au Sénégal qui pourraient brider à terme le développement des filières animales de la région.

⁴ Il convient de noter que le Sénégal est exportateur net de poissons et fruits de mer

Hausse de la demande de poisson en milieu urbain liée aux importations de poissons congelés à faible prix, probablement au détriment de la viande au Bénin, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire

Hausse de la demande par tête des produits laitiers en milieu urbain

L'analyse de l'évolution des dépenses combinée à l'évolution des prix montre une augmentation de la consommation des produits laitiers en milieu urbain au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Cette hausse serait imputable à l'augmentation des importations nettes par tête des produits et des efforts de transformation de la production locale constatée au cours de ces dernières années. La faiblesse de la qualité des statistiques sur les productions locales de lait ne permet pas d'apprécier l'évolution de la consommation en milieu rural.

Perspectives

Vaste marché à conquérir du fait de la démographie toujours en croissance et de la non saturation de la demande pour la plupart des produits alimentaires, dans un contexte de bonnes perspectives économiques

Il existe un important marché pour les filières agro-alimentaires. D'une part, la forte croissance démographique dans la région induira naturellement une augmentation de la demande potentielle. D'autre part, les analyses montrent que si les perspectives économiques sont meilleures, la demande alimentaire par habitant continuera à croître du fait du faible niveau de satisfaction des besoins nutritionnels de la plupart de la population ouest africaine. En effet, pour une augmentation du revenu par tête de 100 FCFA, les ménages urbains consacreront un montant oscillant entre 23 au Mali à 47FCFA au Togo à l'achat des biens alimentaires. Pour les ménages urbains, ce montant variera entre 42 en Côte d'Ivoire à 67 FCFA au Niger.

En milieu urbain, la composition par produit de cette demande supplémentaire montre une nette préférence pour le riz, les fruits et légumes et les produits animaux. Environ 15% de cette nouvelle demande est consacré au riz au Burkina Faso, au Niger et au Mali, 8% au Sénégal et en Côte d'Ivoire et 5% au Togo. 10% seront consacré aux fruits et légumes au Burkina Faso et au Niger, 15% en Côte d'Ivoire et au Togo et 13% au Sénégal. La part qui sera consacrée à la viande oscille entre 8% au Togo et 25% au Sénégal. Pour le poisson, elle varie entre 5% au Mali et 11% au Sénégal. La préférence pour les produits laitiers est relativement plus faible avec une part de l'augmentation des revenus qui leur sera consacrée variant entre 2% au Burkina Faso et 7% au Mali.

Une préférence marquée pour le riz, les produits animaux et les fruits et légumes

A l'instar des urbains, les ruraux comptent les produits animaux parmi leurs préférences alimentaires. On note que le mil/sorgho occupe toujours une place prépondérante dans les choix céréaliers des ménages ruraux au Burkina Faso et au Niger avec des propensions marginales à consommer⁵ de 24% et de 42% respectivement contre 10% pour le riz. Ce qui veut dire que des efforts particuliers doivent être consentis dans ces pays pour l'accroissement et la stabilisation du mil/sorgho. Avec des propensions marginales à consommer de 24%, 16% et 15% respectivement au Mali, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, le riz est le plus préféré en milieu rural dans ces pays. A la différence du mil/sorgho, le riz est une denrée échangeable sur un marché international très étroit. A ce titre, les producteurs locaux doivent faire face à une concurrence très rude avec le marché international. Par ailleurs, on sait que le développement des productions rizicoles passe nécessairement par des investissements importants aussi bien de la part des pouvoirs publics que des producteurs eux-mêmes. Ces choix dont la rentabilité dépendra, entre autres, de l'évolution et de la stabilité des marchés internationaux incarnent le type de décision à prendre dans le long terme dans un contexte d'incertitude. Par conséquent, la sécurisation de ces investissements sera une question majeure dans la capacité des pays à faire face à la demande croissante du riz.

⁵ La propension marginale à consommer une denrée alimentaire donne la part de cette denrée dans l'augmentation totale des consommations alimentaires.